

**POINT INDICIAIRE,
GESTION DES
ŒUVRES SOCIALES,
PRESSIONS CONTRE
LES ENSEIGNANTS...**

**Le Cnapest dénonce
les intimidations
et revendique**

A l'issue de plusieurs réunions de son bureau national, tenues au courant de la semaine écoulée, le Conseil national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique Cnapest est sorti avec un communiqué dans lequel sont consignées plusieurs revendications socioprofessionnelles.

M. Boudiba Messaoud, chargé de l'information et de la communication au sein de cette instance, nous a rendu visite pour nous remettre ce document. Les membres du bureau national dénoncent les pressions et les intimidations que subissent les responsables locaux de l'organisation syndicale.

L'instance supérieure du Cnapest cite, à cet effet, des cas concrets qui ont été enregistrés dans les wilayas de Tizi-Ouzou, Batna, Boumerdès et à Alger-Ouest.

Cette répression a obligé la corporation à réagir, comme par exemple dans la wilaya de l'ex-Rocher-Noir qui a vu les enseignants observer un boycottage du travail administratif (relevé de notes, entre autres) depuis le 2 décembre 2008 sans que le ministère daigne réagir.

Au volet salarial, le syndicat des professeurs des lycées exige l'ouverture, après le présidentielle du 9 avril, du dossier de la revalorisation du point indiciaire. Il estime être représentatif de la frange sociale qu'il défend pour s'asseoir à la table des négociations, et il le fait savoir.

Il n'omet pas de rappeler que l'application de cette revalorisation doit se faire nécessairement avec effet rétroactif, c'est-à-dire à partir de janvier 2008.

Le Cnapest revient sur sa principale revendication l'estimant comme la solution globale aux difficultés salariales des fonctionnaires : l'indexation de la grille des rémunérations sur le pouvoir d'achat.

A cette occasion, le syndicat attire l'attention des pouvoirs publics sur l'urgence de l'institution de la médecine du travail pour les fonctionnaires.

Pour la première fois, ce syndicat pose le problème de la gestion de l'énorme manne financière des œuvres sociales qu'une circulaire ministérielle obsolète confie à l'exclusivité du syndicat UGTA, décrié par toutes les organisations représentatives à cause de l'opacité de la circulation des fonds. La majorité des enseignants se sentent, en effet, exclus de leurs droits alors que ce sont leurs cotisations.

De manière générale, cette organisation ne compte pas rester les bras croisés devant le climat sociale délétère. «Les pressions et les contraintes que subissent quotidiennement les enseignants conjuguées à la dégradation constante du pouvoir d'achat, l'inflation galopante, l'arbitraire administratif et pédagogique, l'absence d'un climat palpable de dialogue nécessitent une attention accrue pouvant dégager des voies et moyens de dialogue réel à même de faire face à des situations conduisant à des impasses», écrivent les membres du bureau national.

Ils appellent à l'occasion la base à multiplier les activités et les réunions syndicales : une manière de rester en alerte pour une éventuelle action publique.

Abachi L.

ÉLECTION DU BARREAU D'ALGER

Le conseil de l'ordre sortant reconduit

Les membres du conseil de l'ordre sortant du barreau d'Alger ont été reconduits, pour la majorité, à l'issue du second tour des élections, qui ont eu lieu jeudi passé au niveau de la cour d'Alger. Au total, ils seront 31 avocats, représentant 4 300 robes noires au niveau de la capitale, à siéger au sein de cette structure.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - A l'exception du bâtonnier sortant, M^e Sillini Abdelmadjid qui a été élu lors du premier tour, le reste des membres a attendu la «seconde phase» pour se voir accéder au conseil de l'ordre. A ce titre, il y a lieu de rappeler que les avocats Benissad, Ould Hocine Nora, Khaled Bourayou, Sadek Chaïb, Chérif Ykhlef, Ramdani,

Ablaoui pour ne citer que ceux-là, ont été réélus au sein du conseil. Comme il y a lieu de signaler le grand retour de M^e Chorfi Chérif, élu lui aussi au second tour.

Il n'en demeure que le prochain enjeu de ce processus électoral reste l'élection du bâtonnier de l'ordre, dont les tractations ont d'ores et déjà commencé. A ce titre, les avo-

cats de la capitale accordent un intérêt particulier à cette ultime phase. Il s'agira d'une consultation restreinte, soit réservée aux seuls membres du conseil de l'ordre appelés à élire le premier responsable du barreau.

Cette ultime étape qui aura lieu lundi prochain, selon des sources sûres, verra sans aucun doute le bâtonnier sortant postuler à un énième mandat en attendant que d'autres candidatures se manifestent. Si M^e Sillini venait à être élu, il s'agirait pour lui du troisième mandat à la tête de cette structure. A ce sujet, des sources

proches des avocats laissent entendre que M^e Sillini pourrait faire face à au moins deux candidatures. Leurs noms sont d'ores et déjà avancés, en attendant le dépôt officiel de leurs candidatures. Il s'agirait, a-t-on appris, de Nouredine Benissad et Khiat Tahar.

Le premier cité est une personnalité connue et membre de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme, alors que le second est un jeune avocat qui a à son actif plus d'une dizaine d'années dans ce métier.

A. B.

RECYCLAGE DES EAUX USÉES À BOUMERDÈS

Une expérience positive

La crise mondiale de l'eau pointe à l'horizon. Notre pays, classé semi-aride, la vit depuis bien longtemps. C'est probablement l'agriculture qui sera, en partie, le premier secteur à en souffrir.

Les problèmes de pollution ont poussé les pouvoirs publics à la solution du «lavage des eaux usées». On s'aperçoit que ces eaux nettoyées sont utilisables dans l'agriculture.

Dans la seule wilaya de Boumerdès, 4 004 316 m³ d'eaux dépolluées sont produits annuellement par les trois stations d'épuration des eaux usées (Step) (Boumerdès, Zemmouri et Thenia).

Avec l'implantation de nouvelles stations, que la vocation touristique de la région impose, ces quantités iront en augmentation.

Actuellement, seulement 448 094 m³ (8,93%) prélevés uniquement de la station de la ville de l'ex-Rocher-Noir sont utilisés par l'agriculture.

M. Achour Mouloud, directeur de l'unité de l'ONA (Office national de l'assainissement) et M^{lle} Yasri Kahina, chef de laboratoire, nous ont longuement reçus à la Step de Boumerdès pour nous expliquer la procédure du lavage des eaux usées.

La méthode s'appuie sur un processus biologique par la création dans les bassins de bactéries qui dévorent les polluants. Survient ensuite la séparation des déchets solides (boues) et les eaux.

Pour avoir suivi l'expérience lancée à Boumerdès, ils sont totalement acquis à cette réutilisation. Le directeur des services agricoles, DSA de la

wilaya de Boumerdès, M. Merakchi rejoint l'avis des deux responsables. Il dira en substance : «C'est une expérience très positive pour l'extension des superficies irrigables et l'économie de l'eau.»

L'avis du D^r Dahoumene, chef de service de prévention à la Direction de la santé de Boumerdès, va dans le même sens. «Les eaux dépolluées et les boues provenant des Step sont riches en fertilisants, leur utilisation dans l'arboriculture ne pose pas de problème.»

Un rapport de l'Institut national de l'agriculture (INA), que nous montre le directeur de l'unité ONA de Boumerdès, donne un avis favorable.

Etant donné que le projet est nouveau – il date de 2002 – dans notre pays, les deux responsables de l'ONA cités plus haut souhaitent que les scientifiques cadrent définitivement cette utilisation des eaux épurées et des boues extraites.

«Il serait utile que des scientifiques interviennent dans le cadre d'un projet de recherche pour déterminer les normes propres à l'Algérie quant à l'utilisation des eaux épurées et des boues», estime M^{lle} Yasri. L'université M'hamed-Bougerra de Boumerdès a, dans ce domaine, la possibilité d'intervenir.

Pour rappel, Boumerdès, Chlef, Aïn-Defla, Mascara et Borj-Bou-Arréridj sont les

wilayas pilotes en la matière.

M. Achour nous montre un document, édité par une instance scientifique marocaine qui a arrêté les normes d'utilisation des eaux et des boues.

Il semblerait que nos voisins de l'Ouest sont bien avancés dans le domaine. Il paraît, en outre, que leurs produits fertilisés avec des boues et irrigués avec des eaux épurées sont exportés vers l'Europe.

Nous n'avons pas les statistiques des autres wilayas, mais à Boumerdès, seulement 8,93% de cette eau est utilisé par deux fellahs de Corso.

M. Flici Abderrahmane et son associé ont consenti, cependant, de lourds investissements pour acheminer cette eau sur plusieurs kilomètres à partir de la Step de Boumerdès et installer des systèmes d'irrigation normalisés (goutte-à-goutte pour l'arboriculture). Ils arrosent 71 ha. Chaque mois, je fais deux analyses bactériologiques et de parasitologie dans deux laboratoires différents. Une autre analyse vérifie la présence des métaux lourds», assure M. Flici.

D'ailleurs nous avons goûté en été, le raisin irrigué de la ferme de Corso. Il n'est pas différent de celui produit à Sidi-Daoud ou à Baghliia.

«Des fellahs de Zemmouri nous ont sollicités pour utiliser l'eau de la station de cette localité, mais comme ils n'ont pas la possibilité de consentir des investissements, nous étions obligés de refuser leur demande», dira M. Achour.

Au plan de la qualité des eaux épurées, M^{lle} Yasri, qui est bien placée pour donner un avis se montre rassurante. Selon elle, la pollution des eaux usées réceptionnées par la station de Boumerdès ne dépasse pas les 44% (DCO) des normes fixées par l'OMS.

Questionnée sur la présence éventuelle de métaux lourds, plus dangereux pour la santé,

elle répondra que «l'absence d'industrie dans la région du chef-lieu de wilaya éloigne ce danger et les rejets des laboratoires, implantés dans la ville de Boumerdès, sont insignifiants. Par ailleurs, le laboratoire de Sonatrach a installé son propre système d'épuration avant le rejet».

A l'aide d'un film vidéo, ils nous ont détaillé le processus de lavage des eaux. Ils souhaiteraient pouvoir expliquer au large public pour, d'une part, le sensibiliser sur le traitement des rejets et, d'autre part, le rassurer quant à l'utilisation saine de ces eaux.

Il y a lieu de signaler que les pouvoirs publics sont intervenus par le biais du décret exécutif 07/149 pour encadrer au plan législatif l'utilisation des boues comme fertilisant et l'eau pour l'irrigation.

L'hydraulique, la santé, l'agriculture et le commerce y sont impliqués pour le suivi et le contrôle.

Abachi L.

Pensée

Il y a une année, disparaissait notre cher fils

Akacem Mahieddine

En sa mémoire, sa famille demande à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée pour lui. Tu t'en es allé sans pouvoir nous faire tes adieux.

Tu es et tu resteras un symbole de bonté et de générosité.

Repose en paix, Mahieddine.

